

# Actualités – Boycott Universitaire

**Boycottez Ariel et le reste ! Toutes les institutions universitaires israéliennes sont complices de l'occupation et de l'apartheid.**

PACBI, 10 février 2010

<http://pacbi.org/etemplate.php?id=1175>

En réponse à la récente décision du gouvernement israélien d'élever le statut du soi-disant Centre Universitaire Ariel de Samarie (AUCS) à celui d'université, la Campagne Palestinienne pour le Boycott Académique et Culturel d'Israël (PACBI) réitère son appel pour un boycott d'AUCS et de toutes les autres institutions universitaires en raison de leur complicité dans le maintien de l'occupation, de la colonisation et de l'apartheid israéliens contre le peuple palestinien.

PACBI acclame les récentes protestations contre la décision de reconnaître AUCS – localisé dans la quatrième plus grande colonie juive des territoires palestiniens occupés – en université, mais met en garde contre les tentatives d'éloigner le mouvement de boycott de sa fondation – les droits complets reconnus par l'ONU, gravés dans l'appel palestinien à boycotter Israël – en direction d'un accent sélectif sur une seule partie de ses droits.

Les universitaires, journalistes et autres de la « gauche » sioniste qui se sont opposés au boycott universitaire pendant des années soutiennent maintenant avec enthousiasme un boycott visant seulement le collège Ariel, parce qu'il est construit illégalement sur le territoire palestinien. Toutefois, ceci réduit le boycott académique à un boycott des institutions des colonies, tout en exonérant les universités israéliennes en général, qui sont aussi complice qu'Ariel, sinon plus, dans le

maintien et la justification de l'appareil colonial et d'apartheid israélien. Mais même si le boycott ne devait s'appliquer qu'aux universités construites sur les territoires palestiniens occupés, pourquoi le fait que le campus de l'université hébraïque de Mont Scopus est situé sur une terre palestinienne occupée à Jérusalem Est n'a-t-il pas provoqué la même sorte de condamnation qu'Ariel ?

Toutes les universités israéliennes sont étroitement liées à l'appareil militaro-sécuritaire, et jouent des rôles indispensables – directs et indirects – dans le maintien des violations de la loi internationale et des droits fondamentaux palestiniens depuis des décennies. Aucune université ni association universitaire israélienne n'a jamais pris position publiquement contre l'occupation, encore moins contre le système israélien d'apartheid et le refus des droits des réfugiés Palestiniens. Les universités israéliennes sont profondément complices du développement des systèmes d'armes et des doctrines militaires déployées au cours des crimes de guerre récents à Gaza [1] ; justifient la poursuite de la colonisation de la terre palestinienne et le nettoyage ethnique graduel des Palestiniens [2] ; fournissent une justification morale pour les assassinats extrajudiciaires et les attaques indiscriminées de civils [3] ; discriminent systématiquement les étudiants « non-Juifs » dans les admissions, le droit aux chambres d'étudiants, les aides financières, etc. ; et bien d'autres violations implicites et explicites des droits humains et de la loi internationale [4].

Alors que le BDS prend son essor mondialement, un nombre croissant de voix israéliennes s'expriment pour soutenir cette stratégie en tant que voie la plus efficace, non-violente, pour conduire à des changements vers la justice et une paix durable. La participation d'artistes et d'universitaires Israéliens à des actions spécifiques de boycott ces dernières années est appréciée et bien connue. Après la guerre d'agression israélienne sur Gaza, plusieurs personnalités

universitaires et culturelles sont venues soutenir le BDS [5]. Bien avant le massacre de Gaza, toutefois, des Israéliens, supporters décidés des droits des Palestiniens, comme Rachel Giora, Ilan Pappé, Haim Bresheeth, Oren Ben-Dor, Anat Matar et feu Tanya Reinhart avaient adopté le BDS et l'avaient défendu contre les critiques Israéliens, en particulier contre les universitaires soi-disant « de gauche » [6]. Le groupe récemment formé Boycott! Supporting the Palestinian BDS Call from Within [7] est particulièrement digne d'éloges, car il accepte sans conditions le BDS défini et guidé par le Comité National Palestinien du BDS (le BNC), et le BNC le considère par conséquent comme un partenaire fiable et intègre dans le mouvement.

Ces voix émergeant du sein de la société israélienne indiquent l'attrait croissant du BDS et l'admission de son pouvoir à effectuer des changements réels vers une paix juste. Il est pourtant crucial de souligner que le mouvement BDS tire ses principes à la fois des demandes de l'appel palestinien du BDS signé par plus de 170 organisations de la société civile palestinienne en juillet 2005 [8] et, dans les domaines universitaires et culturels, de l'Appel palestinien au boycott universitaire et culturel d'Israël (PACBI), publié un an auparavant en juillet 2004 [9]. Ensemble, les appels du BDS et du PACBI représentent les déclarations stratégiques les plus qualifiées et les plus largement soutenues venues de Palestine depuis des décennies ; toutes les factions politiques, les organisations du travail, étudiantes et de femmes, et les groupes de réfugiés dans le monde arabe ont soutenu et ratifié ces appels. Les deux appels soulignent la croyance prépondérante des Palestiniens, que la forme la plus efficace de solidarité avec le peuple palestinien est l'action directe visant à mettre fin au régime colonial et d'apartheid d'Israël – de la même façon que le régime d'apartheid en Afrique du Sud a été aboli – en isolant internationalement Israël par des boycotts et des sanctions, le forçant à se plier à la loi internationale et à respecter les droits palestiniens.

Depuis que ces appels ont été formulés, beaucoup d'accent a été mis sur la définition des principes du mouvement de boycott. Enraciné dans des valeurs et des principes universels, l'appel du BDS rejette catégoriquement toute forme de racisme, de discrimination raciale et d'oppression coloniale. Le PABCI a aussi traduit les principes inscrits dans son appel en un guide d'action pratique pour la réalisation du boycott universitaire et culturel international d'Israël [10]. En même temps, le mouvement palestinien du boycott a été clair sur l'orientation et les buts du mouvement BDS.

À cet égard, l'importance de l'appel BDS de 2005 réside dans son approche globale du système colonial et d'apartheid d'Israël pris comme un tout, et de sa soumission du peuple palestinien, soit comme citoyens de deuxième classe à l'intérieur d'Israël, soit comme sujets à une occupation militaire, soit comme réfugiés dépossédés. Ceci a été résumé dans l'appel palestinien du BDS par les exigences concises qu'Israël doit reconnaître le droit inaliénable du peuple palestinien à l'autodétermination et se soumettre complètement à la loi internationale en : respectant, protégeant et promouvant le droit au retour de tous les réfugiés Palestiniens ; en mettant fin à l'occupation de toutes les terres palestiniennes et arabes ; en reconnaissant la pleine égalité pour les citoyens Palestiniens d'Israël. En ce sens, l'appel du BDS s'oppose effectivement à la fragmentation israélienne systématique du peuple palestinien et à la réduction de la lutte pour la liberté et l'autodétermination à un jeu de marchandage interminable sur la terre de Cisjordanie et de la bande de Gaza occupées.

Au centre des trois demandes du mouvement palestinien BDS, il y a la compréhension qu'Israël est un État d'apartheid. Israël correspond à la définition de l'ONU de l'apartheid, pas seulement en Cisjordanie et dans la bande de Gaza ; il se définit lui-même comme un État juif, pas comme un État de tous

ses citoyens. Plus important, les lois, politiques et pratiques israéliennes discriminent ouvertement les citoyens Palestiniens – c.a.d. « non-Juifs » – de l'État. Le racisme et la discrimination omniprésents et institutionnalisés sont particulièrement évidents dans les domaines vitaux de la possession et de l'usage de la terre, dans l'éducation, l'emploi, l'accès aux services publics et la planification urbaine. Le caractère d'apartheid fait partie du logiciel d'Israël depuis ses origines [11].

L'État d'Israël a été établi en 1948 en déplaçant la grande majorité de la population Arabe indigène de Palestine de ses foyers par la force. Aujourd'hui, ces réfugiés Palestiniens sont empêchés de revenir chez eux et sur les terres d'où ils ont été expulsés. À l'inverse, toute personne qui déclare une ascendance juive de n'importe où dans le monde peut devenir un citoyen israélien de nationalité juive selon la loi dite du retour. De plus, la guerre brutale d'Israël à Gaza n'a pas été une anomalie ; elle représente plutôt l'exemple le plus récent de la politique systématique de nettoyage ethnique et d'oppression coloniale qu'Israël a menée contre le peuple palestinien pendant plus de six décennies. Au cours de ce récent assaut militaire, Israël a tué plus de 1440 Palestiniens, dont 431 enfants, et en a blessé 5380 [12]. Israël a soumis la population assiégée de Gaza à trois semaines de terrorisme d'État incessant.

Malgré la clarté avec laquelle le mouvement BDS palestinien a énoncé les buts de la lutte palestinienne, certains Israéliens et d'autres soutiens du boycott ont tenté d'en limiter la portée. Ils ont tenté de limiter les buts du mouvement BDS en le restreignant géopolitiquement et en le confinant à un appel à terminer l'occupation israélienne de la Cisjordanie et de la bande de Gaza. Cette « interprétation » du BDS est très dangereuse parce qu'elle cherche à s'approprier le droit de redéfinir les termes de la lutte en Palestine et d'imposer un programme politique idéologiquement suspect, qui laisse Israël

indemne des accusations d'apartheid et de pratique de la forme la plus pernicieuse de racisme et de discrimination dans tous les territoires sous son contrôle.

Certains Israéliens basent aussi leur soutien au BDS sur un argument purement utilitaire, celui de 'sauver Israël de lui-même', plutôt que sur une solidarité raisonnée avec les Palestiniens. Mais cette perspective « pragmatique », autocentrée reproduit une attitude coloniale de supériorité où la population indigène, ses droits inaliénables et sa lutte pour la liberté ne sont même pas reconnus. Ce qui compte, selon cette perspective, ce sont les propres intérêts d'Israël, son image internationale et son futur. Mais si certains entreprennent de préserver le caractère d'Israël dans le futur sans remettre en cause ses lois et politiques coloniales et d'apartheid, comment peuvent-ils être comptés comme de vrais alliés du mouvement palestinien du BDS mondial ?

Quant aux cibles choisies pour les actions BDS, la force du mouvement BDS réside dans le fait qu'il n'impose pas de cibles et de tactiques spécifiques au groupe de solidarités autour du monde. Se basant sur le principe de la prise en compte du contexte et du respect de l'autonomie et de l'intégrité des groupes internationaux démocratiques qui soutiennent les droits des Palestiniens, la direction palestinienne collective du BDS a toujours pensé que les personnes et organisations de conscience qui soutiennent les droits humains connaissent le mieux leurs situations respectives et sont les plus capables de décider des moyens et des rythmes appropriés pour construire le mouvement BDS dans leur environnement. Quelquefois, viser tactiquement des produits faits seulement dans les colonies peut-être le meilleur moyen pour faire progresser une campagne. À d'autres moments, cela peut-être des résolutions de syndicats locaux soutenant le BDS, où des événements de boycott culturel, etc. Mais même si on ne s'intéressait qu'à l'occupation israélienne, et pas à son

refus des droits des réfugiés ou à son système d'apartheid, ceci ne justifierait pas une position de principe pour le boycott des seuls « produits des colonies », comme si les colonies israéliennes elles-mêmes étaient l'entité coupable du colonialisme, et non l'État qui les a établis et qui les fait croître. Il n'y a pas d'autres cas de boycott dans le monde où des gens appellent à boycotter une manifestation des violations de la loi internationale par un État, plutôt que l'État lui-même. Après tout, d'après la loi internationale, les États sont les entités légales supposées être responsables des crimes et des violations qu'ils commettent.

De toutes façon, ce n'est jamais aux universitaires et militants israéliens, quels que soient leurs principes, de définir les paramètres de référence et les priorités du mouvement, particulièrement pour les militants du monde entier. Presque toujours, les membres de la gauche sioniste ont refusé de reconnaître l'appel du BDS émanant de l'immense majorité des organisations de la société civile palestinienne, son ancrage et sa direction, le Comité National Palestinien du BDS, le BNC [13]. Ce faisant ils manquent au respect des aspirations du peuple palestinien et à notre droit à définir les objectifs de notre lutte. De plus, pour répondre à l'insistance de la gauche sioniste pour focaliser sur les symptômes d'oppression coloniale du système israélien, n'appelant qu'à la fin de l'occupation israélienne de la Cisjordanie et de la bande de Gaza, il est bon de souligner que dans l'Afrique du Sud de l'apartheid il aurait été ridicule de se focaliser uniquement sur les bantoustans. La lutte contre les bantoustans fut une partie intrinsèque de la lutte pour mettre fin au système d'apartheid et à une structure de domination dans laquelle la minorité blanche dominait et opprimait la population noire sud-africaine.

Peuple vivant sous l'apartheid israélien et exilé de sa terre, c'est aux Palestiniens et à leurs organisations de masse de définir leurs priorités, leurs objectifs et leurs stratégies

pour atteindre nos droits selon la loi internationale. Le soutien israélien est une partie bienvenue et nécessaire de ce mouvement. Mais il doit se construire dans l'esprit d'une réelle solidarité, comme c'est le cas de Boycott From Within, qui respecte les vœux et les aspirations du peuple palestinien lui-même.

[1] Voir, par exemple, les preuves suivantes incriminant le partenariat de l'université de Tel Aviv avec l'armée et les industries d'armement israéliennes

:<http://www.electronicintifada.net/downloads/pdf/090708-soas-palestine-society.pdf>

[2] <http://www.pacbi.org/etemplate.php?id=63>

[3] <http://www.haaretz.com/hasen/spages/1062127.html> et Reuven Pedatzur, The Israeli Army House Philosopher, Haaretz, 24 février 2004.

[4]

[http://www.alternativenews.org/images/stories/downloads/Economy\\_of\\_the\\_occupation\\_23-24.pdf](http://www.alternativenews.org/images/stories/downloads/Economy_of_the_occupation_23-24.pdf)

[5] Voir, par exemple, l'article BDS de Neve Gordon à :<http://www.ujfp.org/modules/news/article.php?storyid=589> et Udi Aloni à :

<http://www.protection-palestine.org/spip.php?article8278>

[6] Voir, par exemple, la lettre de Tanya Reinhart à l'universitaire israélien Baruch Kimmerling à :<http://www.mediamonitors.net/tanya13.html>

[7] <http://www.boycottisrael.info>

[8] <http://bdsmovement.net/?q=node/52#French>

[9] <http://www.pacbi.org/etemplate.php?id=869>

[10]

[http://www.bdsfrance.org/index.php?option=com\\_content&view=article&id=11&Itemid=13#CR](http://www.bdsfrance.org/index.php?option=com_content&view=article&id=11&Itemid=13#CR)

et <http://www.pacbi.org/etemplate.php?id=1107>

[11] Plus sur le régime israélien d'occupation, la colonisation et d'apartheid sur ce papier stratégique du BNC: [http://www.protection-palestine.org/IMG/pdf/Francais-BNC\\_Position\\_paper\\_Durban\\_Review.pdf](http://www.protection-palestine.org/IMG/pdf/Francais-BNC_Position_paper_Durban_Review.pdf)



[12] <http://www.ochaopt.org/gazacrisis/index.php?section=3>

[13] Par exemple l'article d'Uri Avnery balayant l'appel palestinien au BDS et le BNC : <http://www.france-palestine.org/article12564.html>

## **Le cartographe palestinien Khalil Tafakji interdit de déplacement à l'étranger**

**dimanche 7 février 2010, par Philippe Rekacewicz**

<http://blog.mondediplo.net/2010-02-07-Le-cartographe-palestinien-Khalil-Tafakji>

Khalil Tafakji, géographe et cartographe palestinien de Jérusalem, vient de recevoir par simple courrier un ordre signé du ministère de la sécurité intérieure israélien lui interdisant tout voyage à l'étranger pendant les six prochains mois. « Pour des raisons de sécurité », indique la lettre.

Khalil Tafakji n'est pas n'importe qui à Jérusalem. Très respecté et considéré comme un chercheur compétent, il est souvent invité aux Etats-Unis pour des débats ou des conférences. Il a été membre de la délégation palestinienne qui a conduit les négociations de paix pendant une dizaine d'année (d'Oslo à Taba, 1992-2001). Travaillant alors pour l'Autorité palestinienne, il en a été le cartographe en chef. Khalil Tafakji a aussi été un proche collaborateur de Fayçal Hussein, fondateur de la société d'études arabes (Beit Ash-Sharq) en 1983 et de la Maison d'Orient, dévastée et fermée par les autorités israélienne en 2001 (lire dans Le Monde diplomatique : « Le compromis manqué de Camp David », par Fayçal Hussein, décembre 2000, et « Le mur de la honte », par Matthew Brubacher, novembre 2002). Khalil Tafakji dirige actuellement la section cartographique de la société d'études arabes, relocalisée depuis dans un quartier d'Al-Ram (localité située au nord de Jérusalem) brutalement coupé en deux par le mur de séparation.

C'est dans un appartement de ce quartier – des fenêtres duquel on voit le mur – que nous l'avons rencontré en décembre 2006 (lire dans Le Monde diplomatique « Comment Israël confisque

Jérusalem-Est », par Dominique Vidal et Philippe Rekacewicz, février 2007). Khalil Tafakji travaille notamment avec son fils, que nous avons vu complètement révolté d'avoir été une fois de plus le témoin direct, le matin de notre visite, des humiliations infligées à son père par les soldats israéliens au passage obligé du checkpoint d'Al-Ram, situé à quelques mètres seulement de leurs bureaux. C'est Khalil Tafakji lui-même qui, déployant des trésors de patience et de diplomatie, réussit finalement à calmer son fils. Nous avons en face de nous un homme détendu et mesuré qui, au cours de l'entretien, n'avait pas hésité à nous dire que les Palestiniens seraient même prêts, dans le cadre d'un accord de paix global, à faire des concessions sur certaines grandes colonies israéliennes dans le secteur de Jérusalem. Il est pourtant un spécialiste hors pair des colonies, dont il suit les extensions avec attention. Ses cartes, réputées dans le monde entier, sont utilisées par de nombreux journaux.

« Résident permanent de Jérusalem », il a théoriquement le droit de se déplacer partout en Israël, mais n'a pas pour autant la nationalité israélienne.

« Je suis un homme de paix ! a-t-il déclaré à l'agence Maan le 4 février dernier. Il me semble clair qu'en s'attaquant à moi de la sorte, le gouvernement israélien montre qu'il veut tout sauf faire la paix. »

La journaliste Marian Houk, basée à Jérusalem, s'interroge sur son blog, UN-truth, sur les raisons de cette interdiction. Khalil Tafakji revenait juste d'une tournée de conférences qui l'a mené au Liban, en Turquie et jusqu'en Inde pour parler dans le détail des politiques israéliennes discriminatoires envers les résidents palestiniens. La coïncidence est troublante.

Il a expliqué à Marian Houk que les autorités israéliennes lui avaient simplement téléphoné pour lui demander de se présenter à la Moskobiyya à Jérusalem-Ouest pour signer l'ordre d'interdiction. « Ils m'ont dit que j'avais quatorze jours pour contester la décision, mais avec un motif sécuritaire, il n'y a aucun espoir qu'ils reviennent dessus. »

En attendant, Khalil Tafakji active ses relations à l'étranger pour essayer de peser sur le gouvernement israélien, tout en continuant de travailler et de produire ses indispensables cartes.

En 2003, déjà, lors d'un entretien réalisé pour l'émission « Frontline/World » de la chaîne PBS, la journaliste américaine Robin Shulman lui demanda : « Qu'allez-vous faire de toutes vos cartes ? » Elle le vit tourner la tête par la fenêtre et regarder le checkpoint. Puis il répondit : « C'est pour les archives... Je les laisserai pour l'Histoire. »

**La GUPS condamne fermement la signature des accords de coopération entre les universités françaises de Paris-VII et de Paris-XIII, et les universités israélienne de Ben-Gourion et palestinienne d'Al-Qods.**

Vendredi, 02 Avril 2010

[http://www.gups-france.org/index.php?option=com\\_content&view=article&id=165:la-gups-condamne-fermement-la-signature-des-accords-de-cooperation-entre-les-universites-francaises-de-paris-vii-et-de-paris-xiii-et-les-universites-israelienne-de-ben-gourion-et-palestinienne-dal-qods-&catid=43:communiqués&Itemid=104](http://www.gups-france.org/index.php?option=com_content&view=article&id=165:la-gups-condamne-fermement-la-signature-des-accords-de-cooperation-entre-les-universites-francaises-de-paris-vii-et-de-paris-xiii-et-les-universites-israelienne-de-ben-gourion-et-palestinienne-dal-qods-&catid=43:communiqués&Itemid=104)

Le 19 Mars 2010, un accord de coopération pédagogique et de recherche a été signé entre les universités françaises de Paris-Diderot (VII) et de Paris-Nord (XIII) et les universités israélienne de Ben-Gourion et palestinienne d'Al-Qods (Abu Dis), en présence de Valérie Pécresse, ministre français de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Cet accord, signé dans la « discrétion » n'est certainement pas conforme au souhait de la société civile palestinienne qui a lancé dès 2005 un appel au Boycott, au Désinvestissement et aux Sanctions (BDS) à l'encontre de l'Etat israélien qui bafoue le droit international et refuse aux Palestiniens les droits humains les plus élémentaires. Cette campagne, qui

prévoit également un volet universitaire et culturel est aujourd'hui reprise dans le monde entier et notamment en France par l'AURDIP (Association des Universitaires pour le Respect du Droit International en Palestine) et la campagne BDS-France.

Dans ces conditions, il est scandaleux d'apprendre que des universités françaises aient conclu un tel accord dans le but d'offrir un « nouveau terrain de rapprochement et d'échange entre les Palestiniens et les Israéliens désireux d'offrir les possibilités d'un savoir vivre ensemble » tandis qu'il n'est fait mention ni de l'occupation israélienne des territoires palestiniens ni des crimes de guerre dont Israël continue de se rendre coupable.

Les universités françaises se félicitent au contraire de cet accord et omettent scrupuleusement de préciser que des milliers d'étudiants palestiniens sont empêchés trop souvent de se rendre dans leurs universités du fait des restrictions arbitraires à la circulation de la population ou du blocus meurtrier imposé dans la bande de Gaza.

Ainsi, le communiqué de presse de l'Université Paris-VII annonce notamment la création d'un Master de médiation psychosocial euro-méditerranéen, avec pour but « de travailler ensemble sur les pratiques de la médiation psychosociale, interculturelle et de la médiation de conflit... ». Ce groupe de travail permet dans cette région sensible du Proche-Orient, de fournir un cadre d'échanges professionnels où des personnes de diverses origines culturelles, impliqués dans le travail institutionnel, peuvent se rencontrer dans un espace de respect mutuel, de créativité humaine et scientifique ».

Nous nous demandons de quel « respect mutuel » il s'agit, lorsque l'Etat d'Israël viole la légalité internationale en toute impunité puis finit par se voir encourager dans sa politique par des accords de coopération tel que celui-ci. Comment peut-on réduire à un problème de « cadre d'échanges

professionnels » l'insupportable réalité de l'occupation ? Aucun vivre-ensemble ne saurait être envisagé alors que les Israéliens continuent de vivre au détriment des Palestiniens.

Parce que les universités françaises sont tenues de faire preuve d'une attitude éthique et soucieuse du droit international, nous demandons qu'il ne soit donné aucune suite à cet accord illégitime et injuste. Tant que le droit international ne sera pas respecté en Palestine, nous, étudiants palestiniens, condamnerons tout accord de coopération avec des institutions israéliennes, qui ne font que légitimer l'occupation et les violations de nos droits. A ce titre, nous regrettons très fortement la participation de l'université palestinienne d'Al-Qods qui agit ainsi contre la volonté des étudiants Palestiniens eux-mêmes.

Enfin, nous appelons malgré tout à la défense du droit à l'éducation des Palestiniens, et au soutien du personnel et des étudiants des universités palestiniennes qui luttent chaque jour pour la réalisation de leurs droits.

### **L'Université Hébraïque de Jérusalem chasse le juge Goldstone de son conseil d'administration (juin 2010)**

<http://www.protection-palestine.org/spip.php?article8924>

L'Université Hébraïque de Jérusalem chasse le juge Goldstone de son conseil d'administration, sous les pressions exercées par les donateurs européens et américains à l'encontre du président de l'Université, Menachem Ben Sasson, suite à la publication par le juge Goldstone du rapport sur le conflit de Gaza.

Ce rapport, qui soulignait de graves atteintes aux droits humains par Israël lors de l'attaque sur la bande de Gaza en décembre 2008 et janvier 2009 et qui envisageait que des

crimes de guerres et des crimes contre l'humanité aient été commis, avait été violemment dénoncé par le gouvernement israélien qui avait ouvert une campagne de calomnie contre le juge Goldstone.

Cet épisode s'ajoute à une longue liste de soutiens de l'Université Hébraïque au gouvernement israélien et à son entreprise de dépossession de territoires palestiniens: occupations de terres palestiniennes, emploi d'anciens militaires et membres des services secrets, soutien des étudiants-soldats, discrimination d'étudiants et de visiteurs palestiniens etc... Il s'ajoute donc à la longue liste de raisons pour lesquelles le Boycott universitaire a toute sa place dans la stratégie palestinienne de Boycott, Désinvestissement et Sanctions contre l'apartheid israélien.

### **Une délégation israélienne expulsée de l'université de Madrid**

08/06/2010

Des étudiants qui se solidarisent avec les gazaouites et les pacifistes de la Flottille de la Liberté agressée par les forces pirates de la marine israélienne, ont fait échouer une réunion du comité commun entre l'Espagne et Israël à l'université de Madrid, le lundi 7/6.

«La délégation israélienne a été évacuée de l'université sous protection de la police espagnole, suite à des protestations des étudiants qui étaient déterminés à faire échouer l'organisation de la réunion d'une mission militaire pour débattre de la vente d'armes espagnoles à l'entité sioniste», a affirmé une source bien informée.

Les étudiants ont condamné l'assaut israélien criminel en exigeant de boycotter Israël et d'expulser sa délégation d'Espagne.

## **L'Université de Johannesburg est appelée à rejoindre le BDS**

27 septembre 2010

La campagne BDS internationale demande à **l'Université de Johannesburg, en Afrique du Sud, de couper tous ses liens académiques avec l'Université Ben Gourion** jusqu'à ce qu'Israël respecte le droit international.

Cette demande a reçu le soutien de *John Dugard, Desmond Tutu, Breyten Breytenbach, Allan Boesak, Mahmoud Mamdani* et de presque 200 autres universitaires de 22 institutions académiques sud-africaines:

<http://www.ujpetition.com/>

### **Plusieurs articles en Anglais:**

<http://www.timeslive.co.za/world/article675369.ece/Israeli-ties-a-chance-to-do-the-right-thing>

<http://www.mg.co.za/article/2010-09-24-new-pressure-on-uj-to-sever-israel-ties>

<http://www.guardian.co.uk/commentisfree/2010/sep/29/south-africa-boycott-israel>

### **La liste des signataires:**

- Prof Neville Alexander  
(University of the Cape Town)
- Prof Peter Alexander  
(University of Johannesburg)
- Dr Stephanie Allais  
(University of Edinburgh)
- Dr Shireen Ally  
(University of the Witwatersrand)

- Waheeda Amien  
(University of the Cape Town)
- Prof Kader Asmal  
(University of the Western Cape)
- Ivor Baatjes  
(University of Johannesburg)
- Dr Nasima Badsha  
(Cape Higher Education Consortium)
- Shahana Bassadien  
(University of Johannesburg)
- Umesh Bawa  
(University of the Western Cape)
- Dr Rashid Begg  
(Stellenbosch University)
- Prof Jane Bennet  
(University of the Cape Town)
- Dr Shamim Bodhanya  
(University of KwaZulu-Natal)
- Prof Allan Boesak  
(Stellenbosch University)
- Prof Patrick Bond  
(University of KwaZulu-Natal)
- Prof Nico Botha  
(Stellenbosch University)
- Prof Breyten Breytenbach  
(New York University)
- Dr Andrea Brigaglia  
(University of the Cape Town)



- Prof Heather Brookes  
(University of Johannesburg)
- Dr Mariza Brooks  
(University of the Free State)
- Imraan Buccus  
(University of KwaZulu-Natal)
- Prof Ronelle Carolissen  
(Stellenbosch University)
- Claire Ceruti  
(University of Johannesburg)
- Dr Janet Cherry  
(Nelson Mandela Metropolitan University)
- Denzil Chetty  
(University of South Africa)
- Nicola Cloete  
(University of the Witwatersrand)
- Prof Jim Cochrane  
(University of the Cape Town)
- Prof Jacklyn Cock  
(University of the Witwatersrand)
- Prof Ampie Coetzee  
(University of the Western Cape)
- Dr Linda Cooper  
(University of the Cape Town)
- Stanford Cronje  
(Cape Peninsula University of Technology)
- Prof Yousuf Dadoo  
(University of South Africa)

- Prof Suleman Dangor  
(University of KwaZulu-Natal)
- Dr Marcelle Dawson  
(University of Johannesburg)
- Prof John Dugard  
(Leiden University)
- Vusumzi Duma  
(University of Fort Hare)
- Prof Jane Duncan  
(Rhodes University)
- Nazeem Edwards  
(Stellenbosch University)
- Prof Piet Erasmus  
(University of the Free State)
- Dr Zimitri Erasmus  
(University of the Cape Town)
- Prof Farid Esack  
(University of Johannesburg)
- Dr Ahmed Essa  
(University of KwaZulu-Natal)
- Prof Faadiel Essop  
(Stellenbosch University)
- Prof Aslam Fataar  
  
(Stellenbosch University)
- Judy Favish  
(University of the Cape Town)
- Dr Washiela Fish  
(University of the Western Cape)

- Dr Tony Fluxman  
(Rhodes University)
- Dr Kally Forrest  
(University of the Witwatersrand)
- Prof Steven Friedman  
(University of Johannesburg)
- Dr Faaiz Gierdien  
(Stellenbosch University)
- Dr Kelly Gillespie  
(University of the Witwatersrand)
- Prof Clive Glaser  
(University of the Witwatersrand)
- Prof Daryl Glaser  
(University of the Witwatersrand)
- Prof Sulaiman Gool  
(University of the Western Cape)
- Prof Keith Gottschalk  
(University of the Western Cape)
- Prof Pumla Gqola  
(University of the Witwatersrand)
- Prof Ran Greenstein  
(University of the Witwatersrand)
- Prof Janis Grobbelaar  
(University of Pretoria)
- Dr Jonathan Grossman  
(University of the Cape Town)
- Prof Cornie Grownwald  
(Stellenbosch University)

- Dr Heidi Grunebaum  
(University of the Cape Town)
- Prof Mohamed Haffajee  
(University of KwaZulu-Natal)
- Prof Muhammed Haron  
(University of Botswana)
- Dr Monica Hendricks  
(Rhodes University)
- Prof Fred Hendricks  
(Rhodes University)
- Zubeida Jaffer  
(University of the Cape Town)
- Prof Jeff Jawitz  
(University of the Cape Town)
- Prof Mohamed Jeebhay  
(University of the Cape Town)
- Prof Jennifer Jelsma  
(University of the Cape Town)
- Prof Shamil Jeppe  
(University of the Cape Town)
- Prof Iqbal Jhazbhay  
(University of South Africa)
- Nadeema Jogee  
(University of the Cape Town)
- Cyril Julie  
(University of the Western Cape)
- Zuhayr Kafaar  
(Stellenbosch University)

- Prof Ashraf Kagee  
(Stellenbosch University)
- Dr Feroza Kaldine  
(University of Johannesburg)
- Prof Andre Keet  
(University of Pretoria)
- Prof Bridget Kenny  
(University of the Witwatersrand)
- Fazel Khan  
(Durban University of Technology)
- Dr Saadika Khan  
(University of the Western Cape)
- Prof Sultan Khan  
(University of KwaZulu-Natal)
- Prof Gilton Klerck  
(Rhodes University)
- Prof Elize Koch  
(Nelson Mandela Metropolitan University)
- Mariana Kriel  
(University of the Free State)
- Prof Johannes Kritzinger  
(University of South Africa)
- Prof Antjie Krog  
(University of the Western Cape)
- Dr Simangaliso Kumalo  
(University of KwaZulu-Natal)
- Prof Premesh Lalu  
(University of the Western Cape)

- Dr Lis Lange [Dir]  
(Council for Higher Education)
- Dr Clint Le Bruyns  
(Stellenbosch University)
- Prof Lesley Le Grange  
(Stellenbosch University)
- Annie Leatt  
(University of the Witwatersrand)
- Prof Martin Legassick  
(University of the Western Cape)
- Dr Llewellyn Leonard  
(University of Johannesburg)
- Kezia Lewins  
(University of the Witwatersrand)
- Suzana Molins Lliteras  
(University of the Cape Town)
- Prof Gerrie Lubbe  
(University of South Africa)
- Lwazi Lushaba  
(University of Fort Hare)
- Rev Solomuzi Mabuza  
(University of KwaZulu-Natal)
- Dr Nawaz Mahomed  
(Cape Peninsula University of Technology)
- Tasneem Majam  
(University of Johannesburg)
- Prof Anwar Mall  
(University of the Cape Town)

- Ayesha Mall  
(Durban University of Technology)
- Sue Marais  
(Rhodes University)
- Maud Marcinkowski  
(University of the Free State)
- Mohamed Shaid Mathee  
(University of the Cape Town)
- Prof Achille Mbembe  
(University of the Witwatersrand)
- Prof Ebrahim Moosa  
(Duke University)
- Prof Najma Moosa  
(University of the Western Cape)
- Prof Nicky Morgan (DVC)  
(Central University of Technology)
- Aidan Mosselson  
(University of the Witwatersrand)
- Enver Motala  
(University of Johannesburg)
- Makhwênkwe Mvalo  
(Cape Peninsula University of Technology)
- Dr Munene Mwaniki  
(University of the Free State)
- Dr Lubna Nadvi  
(University of KwaZulu-Natal)
- Prof Rajen Naidoo  
(University of KwaZulu-Natal)

- Prof Andrew Nash  
(University of the Cape Town)
- Prof Cobus Naude (Rtd.)  
(University of Johannesburg)
- Dr Nadia Navsa  
(University of Pretoria)
- Trevor Ngwane  
(University of KwaZulu-Natal)
- Dr Pamela Nichols  
(University of the Witwatersrand)
- Dr Noor Nieftagodien  
(University of the Witwatersrand)
- Dr Dhiraj Kumar Nite  
(University of Johannesburg)
- Lulamile Ntonzima  
(Cape Peninsula University of Technology)
- Dr Monde Ntwasa  
(University of the Witwatersrand)
- Dr Rashied Omar  
(University of Notre Dame)
- Prof Ruksana Osman  
(University of the Witwatersrand)
- Dr Sven Ouzman  
(University of Pretoria)
- Abdool Peer  
(University of Johannesburg)
- Dr Fathima Peerbhay  
(University of the Western Cape)



- Prof Gonda Perez  
(University of the Cape Town)
- Gadija Petker  
(University of Johannesburg)
- Prof Innocent Pikirayi  
(University of Pretoria)
- Prof Kriben Pillay  
(University of KwaZulu-Natal)
- Dr Suren Pillay  
(Human Sciences Research Council)
- Richard Pithouse  
(Rhodes University)
- Prof Barney Pityana (VC)  
(University of South Africa)
- Dr Leonard Praeg  
(Rhodes University)
- Prof Aminur Rahim  
(University of Fort Hare)
- Brian Ramadiro  
(University of Fort Hare)
- Dr Thiven Reddy  
(University of the Cape Town)
- Megan Riley  
(University of the Cape Town)
- Prof Christian Rogerson  
(University of the Witwatersrand)
- Prof Monty Roodt  
(Rhodes University)

- Dr Shamiel Salie  
(University of the Cape Town)
- Dr Vishwas Satgar  
(University of the Witwatersrand)
- Dr Ursula Scheidegger  
(University of the Witwatersrand)
- Cassim Seedat  
(Durban University of Technology)
- Fatima Seedat  
(McGill University)
- Dr Fredrico Settler  
(University of the Cape Town)
- Dr Sa'diyya Shaikh  
(University of the Cape Town)
- Prof Mala Singh  
(Open University)
- Dr Luke Sinwell  
(University of Johannesburg)
- Dr Tahir Fuzile Sitoto  
(University of KwaZulu-Natal)
- Donato Somma  
(University of the Witwatersrand)
- Prof Roger Southhall  
(University of the Witwatersrand)
- Dr Jane Starfield  
(University of Johannesburg)
- Prof Raymond Suttner  
(University of South Africa)

- Prof Leslie Swartz  
(Stellenbosch University)
- Dr Pedro Tabensky  
(Rhodes University)
- Prof Abdulkadar Tayob  
(University of the Cape Town)
- Yasmeen Thandar  
(Durban University of Technology)
- Prof Beverly Thaver  
(University of the Western Cape)
- Prof Fiona Tregenna  
(University of Johannesburg)
- Prof Rehana Vally  
(University of Pretoria)
- Salim Vally  
(University of Johannesburg)
- JC van der Merwe  
(University of the Free State)
- Maria van Driel  
(University of the Witwatersrand)
- Prof Robert van Niekerk  
(Rhodes University)
- Carina van Rooyen  
(University of Johannesburg)
- Prof Shahid Vawda  
(University of the Witwatersrand)
- Dr Wilhelm Verwoerd  
(Stellenbosch University)

- Prof Shabbir Wadee  
(Stellenbosch University)
- Prof Everard Weber  
(University of Johannesburg)
- Prof Gerald West  
(University of KwaZulu-Natal)
- Dr Hylton White  
(University of the Witwatersrand)
- Prof Hein Willemse  
(University of Pretoria)
- Dr Clarence Williams  
(University of the Western Cape)
- Dr Michelle Williams  
(University of the Witwatersrand)
- Ben Winks  
(University of Johannesburg)
- Prof Leslie Witz  
(University of the Western Cape)
- Prof Tahir Wood  
(University of the Western Cape)
- Prof Eric Worby  
(University of the Witwatersrand)
- Dr Leo Zeilig  
(University of the Witwatersrand)
- Rev Sthembiso Zwane  
(University of KwaZulu-Natal)

**Lettre ouverte des étudiants de la bande de Gaza à l'Union des étudiants d'Europe : opposez-vous à l'apartheid et aux crimes de guerre**

**Campagne des étudiants palestiniens pour le boycott universitaire d'Israël (PSCABI)**

Vous n'avez pas su vous souvenir de ces moments où il n'était pas facile de se mettre du bon côté de l'histoire et de prendre position comme seuls les mouvements étudiants le peuvent.

Bande de Gaza assiégée,

le 6 novembre 2010

Nous vous écrivons en tant qu'étudiants de la bande de Gaza assiégée dont l'ensemble du système d'enseignement est paralysé à cause d'un blocus israélien de quatre années et qui se poursuit. Nous sommes profondément peiné que vous ayez tenu votre conférence annuelle de cette année à Jérusalem, conférence organisée par l'Union nationale des étudiants israéliens, par le ministère israélien de la Diplomatie publique et des Affaires de la diaspora, ainsi que par le Cabinet du Premier ministre. Cela nous attriste que vous n'ayez pu être solidaires avec nous et briser le silence que nous impose l'Etat que vous avez choisi, et prendre position contre ce que le rapporteur spécial des Nations-Unies, John Dugard, décrit comme le seul cas restant après l'Afrique du Sud « de régime rattaché à l'Occident qui refuse l'autodétermination et les droits humains à un peuple en voie de développement, et qui agit ainsi depuis si longtemps » (1).

En plein siège et occupation et pendant que nous étions massacrés au début de l'année 2009, les organismes gouvernementaux et judiciaires du monde regardaient. Pendant 22 jours nous avons été frappés d'horreur, nous avons été

laissés seuls face à la quatrième armée du monde, à un Etat avec plus de 400 têtes nucléaires qui a fréquemment utilisé la totalité de sa force destructrice contre notre population civile. Nous avons été confrontés aux F16, F15, F35, aux chars d'assaut Merkava, aux hélicoptères Apache, à la marine de guerre et au phosphore blanc qui brûle la chair, avec pour résultat, plus de 1400 victimes, et parmi elles, 413 enfants. Le premier jour de ce massacre, plus de 500 avions israéliens commencèrent à bombarder toute la bande de Gaza. Il était 11 h 23 du matin, le moment où les étudiants quittent leurs écoles et universités, après la période d'examens du trimestre d'hiver. Selon les principales organisations des droits de l'homme, et notamment B'Tselem, dans la majorité, les victimes sont des enfants de moins de 18 ans.

Au cours de l'assaut, 37 établissements scolaires primaires et secondaires ont été touchés, dont 18 étaient utilisés comme abri par tous ceux qui venaient de fuir leurs maisons. L'école internationale américaine a été détruite, et quatre bâtiments de l'université islamique de Gaza (UIG) démolis (2). L'enquête Goldstone pour les Nations unies indique que « les opérations militaires à Gaza étaient dirigées par Israël contre la population de Gaza dans son ensemble, pour servir une politique globale visant à punir la population de la bande de Gaza, et dans une politique délibérée de la force disproportionnée dirigée contre la population civile » (3). Pourtant, aucune action n'a été engagée par la communauté internationale.

Depuis qu'il a été créé, sur les ruines des réfugiés palestiniens, Israël a violé plus de résolutions des Nations unies que tout autre pays, et notamment l'article 26 de la Déclaration universelle des Droits de l'homme se rapportant à l'enseignement et au respect des droits humains et des libertés fondamentales. Notre droit à l'enseignement est dénié constamment, en violation de l'article 50 de la Quatrième Convention de Genève relative à la protection des personnes

civiles en temps de guerre, article qui exige que tous les établissements « consacrés aux soins et à l'éducation des enfants » aient leur fonctionnement facilité par la puissance occupante.

A Gaza, depuis quatre ans, le blocus israélien interdit même les besoins les plus élémentaires pour les élèves tels que fournitures de bureau, papier, livres, cartables – les élèves n'ont souvent même pas de bougies pour les éclairer et pouvoir étudier, en raison de la pénurie organisée de l'électricité. La pauvreté qui résulte du blocus a contraint beaucoup de ceux qui aspiraient aux études à les arrêter prématurément pour travailler et aider leur famille et, sauf pour une infime minorité, poursuivre leurs études à l'étranger est à peu près impossible.

Sans parler de l'occupation impitoyable de la Cisjordanie par Israël, de l'expansion des colonies illégales réservées aux juifs, de la construction du mur illégal d'apartheid, des restrictions aux mouvements des Palestiniens et des humiliations sur les plus de 600 check-points de Cisjordanie, et de l'annexion illégale de Jérusalem, lieu de votre conférence annuelle.

Les Palestiniens de 1948, qui se virent imposer la citoyenneté israélienne, souffrent énormément des lois et politiques discriminatoires au profit des citoyens juifs d'Israël. Notre seule faute est de ne pas être de la « bonne religion ». Les propos de nombreux décideurs politiques israéliens suggèrent que d'autres Palestiniens pourraient être expulsés par la violence dans le cadre du « nettoyage ethnique rampant » qui se poursuit depuis 1948.

Nous vous demandons de ne pas céder face à cette machine de propagande israélienne impitoyable qui a pour but d'absoudre Israël de ses crimes, nous vous demandons de vous joindre à l'appel palestinien aux boycotts, désinvestissements et sanctions, afin d'isoler Israël jusqu'à ce qu'il se conforme

au droit international, qu'il mette fin à son siège illégal de la bande de Gaza, à ses 53 années d'occupation militaire de la Cisjordanie, à ses politiques discriminatoires sur fond raciste contre les un million quatre cent mille Arabes autochtones en Israël, et à son déni du droit au retour des millions de victimes du nettoyage ethnique d'Israël (4).

L'appel palestinien au boycott universitaire d'Israël est soutenu par des universitaires et étudiants du monde entier. Des universités et collèges tels que l'université de Californie Berkeley, l'université de Michigan (Dearborne), le Hampshire College, l'université du Sussex et bien d'autres ont tous lancé des initiatives pour le boycott et le désinvestissement des sociétés qui soutiennent l'apartheid et l'occupation israéliens. Après s'être rendu en Terre sainte, l'archevêque et militant BDS, Desmond Tutu a déclaré :

« Je ne me lasse jamais de parler de la détresse si profonde dans mes visites en Terre sainte ; elles me rappellent tellement ce qui nous est arrivé, à nous la population noire en Afrique du Sud. J'ai vu l'humiliation des Palestiniens sur les check-points ou sur les barrages routiers, souffrant comme nous avons souffert quand les jeunes policiers blancs nous empêchaient de nous déplacer. Mon cœur se serre. Je dis, 'Pourquoi avons-nous une si courte mémoire ?' » (5).

Quand l'Union des étudiants d'Europe s'est créée en 1982, les étudiants du bureau d'information des étudiants d'Europe occidentale et leurs unions ont pris la tête de l'opposition au régime de l'apartheid raciste sud-africain. Il n'était pas question alors de négocier avec une telle oppression à fond racial, il n'y avait qu'un mot, un seul : BOYCOTT. Les gens n'ont plus cru dans la rhétorique afrikaner tout comme aujourd'hui beaucoup dans le monde ne se laissent plus prendre par la campagne pour « une nouvelle image d'Israël ». Comme aujourd'hui, le soutien des gouvernements occidentaux à une oppression de plusieurs décennies avait empêché l'action de la justice par les recours habituels pour faire rendre des



comptes aux violeurs des droits de l'homme et aux criminels de guerre.

Tout comme les étudiants au fil des années quatre-vingt ont exclus la banque Barclays de leurs campus en raison de ses investissements dans l'apartheid, nous avons espéré de votre part la même solidarité étant donné la sauvagerie sans égale et l'emprisonnement auxquels nous, Palestiniens, somme soumis. Vous n'avez pas su vous souvenir de ces moments où il n'était pas facile de se mettre du bon côté de l'histoire et de prendre position comme seuls les mouvements étudiants le peuvent. Au lieu de cela, vous avez décidé de normaliser vos relations avec un régime d'apartheid en participant à la rencontre de l'Union des étudiants d'Europe à Jérusalem. En outre, vous avez échoué à défendre ceux que ne vous n'avez pas vus pendant votre séjour, ceux dont les voix sont étouffées, ceux dont les espoirs sont constamment brisés, ceux qui toujours pleurent des êtres chers. [1]

[1] Références :

[1] <http://electronicintifada.net/v2/ar...>

[2] <http://jordantimes.com/?news=14035>

[3] <http://www2.ohchr.org/english/bodie...>

[4] <http://www.pacbi.org/etemplate.php?...>

[5] <http://www.timeslive.co.za/world/ar...>

Approuvée par :

Clare Solomon, President, University of London Union

Arfah Farooq, Black and Ethnic Officer, Goldsmiths Students' Union

Mark Bergfeld, National Union Students, National Executive Committee

Hanif Leylabi National Union Students, LGBT Committee

James Haywood, Campaigns and Communications Officer,  
Goldsmiths Students' Union

Ashok Kumar, Education Officer, LSE Students' Union